
Activités de la Banque de développement de Turquie

La Banque de développement de Turquie est une banque publique dont l'objectif est de soutenir les buts stratégiques définis par le gouvernement, notamment dans ses plans de développement, en distribuant des prêts à long terme aux grandes entreprises et aux PME des secteurs jugés prioritaires. Le mandat de la banque vient d'être élargi afin de jouer un rôle plus actif dans le développement économique du pays. Le déplacement de l'établissement d'Ankara à Istanbul et son plan de montée en puissance (effectifs, stratégie, diversification des services et des financements proposés...) reflètent les nouvelles ambitions de cette structure.

1. La Banque de développement de Turquie est une institution financière publique dont les politiques suivent la ligne directrice du Trésor turc.

La Banque de développement de Turquie a été créée en 1975 comme « banque industrielle d'investissement des travailleurs » (*Devlet Sanayi ve İşçi Yatırım Bankası*). Son objectif était alors de soutenir les initiatives d'investissement et de création d'entreprises des ouvriers. Suite au succès de cette initiative, le mandat de la banque a été élargi pour financer des projets de développement, dans les secteurs de l'énergie, du tourisme, de l'industrie et de la santé, et l'institution est officiellement devenue Banque de développement de Turquie en 1988.

Aujourd'hui, son capital social, détenu à 99% par le Sous-Secrétariat au Trésor, s'élève à 500 M TRY¹. Bien que la TKB soit, d'un point de vue opérationnel, indépendante du gouvernement, elle a aujourd'hui vocation à soutenir l'action gouvernementale en participant au financement des entreprises des secteurs stratégiques tels que définis dans les plans de développement élaborés par le gouvernement. Dans ce contexte, le mandat de la Banque est de participer au succès de la réalisation du Nouveau Plan Economique (NEP) de Berat Albayrak², ministre du Trésor et des Finances, ainsi qu'au XI^{ème} plan de développement, approuvé par le Parlement turc au mois de juillet 2019, en participant au financement des secteurs économiques jugés prioritaires (Annexe).

A l'instar de la plupart des banques de développement, la TKB propose des financements à long terme, généralement d'une maturité supérieure à 10 ans, catégorie de prêts que les banques traditionnelles, publiques ou privées, n'offre pas à leur clientèle. Les prêts proposés par la TKB sont généralement assortis de conditions financières plus favorables que celles qui pourraient être proposées par les banques de dépôt, mais ils ne revêtent pas un caractère concessionnel : la banque a donc bien un objectif de rentabilité, même si cette dernière est inférieure à celle des établissements privés de la Place³. Les prêts à long terme constituent 88% des actifs de la TKB (6,9 Mds TRY). Agréée en tant que banque de développement auprès de l'autorité de supervision, la TKB ne peut collecter de dépôts auprès du public. Ses ressources sont donc

¹ Kalkınma Bankası - Rapport d'activité 2017.

² Si le NEP prévoit un ensemble de mécanismes immédiats (renforcement des fonds propres des banques et du cadre juridique, réforme des fonds de pension ...) visant à soutenir le secteur financier qui fait face à une croissance du niveau des créances douteuses, il renvoie sur 9 « Master plans » qui ne seront dévoilés que progressivement, durant l'année 2019, et qui devraient décliner au niveau de chaque ministère concerné, les réformes structurelles envisagées pour transformer le modèle de développement économique du pays.

³ L'activité de la TKB s'inscrit donc bien dans une démarche commerciale et non plus administrative. La rentabilité est donc une exigence de même que le contrôle de ses risques : qu'il s'agisse de PME ou de grandes entreprises, la TKB réalise une analyse risque approfondie pour chaque client. Le ratio de prêts non-performants (NPL) ne dépasse pas 1%. En fin 2017, le rendement de l'actif (ROA) de la banque est de 1,4 (contre une moyenne nationale de 1,58), et le rendement des capitaux propres (ROE) est de 10,2 (contre une moyenne nationale de 12,16).

principalement constituées de lignes de financement conclues auprès d'institutions financières internationales telles que la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (EIB), la Banque islamique de développement (IsDB), l'Agence française de développement, et l'Agence de coopération internationale du Japon. Depuis 2004, ces institutions ont octroyé plus de 3 Mds USD à la TKB. Pour la seule année 2017, ces financements cumulés ont dépassé les 220 M USD.

2. La TKB diversifie son offre de produits afin de soutenir les objectifs stratégiques du gouvernement.

1. Diversification de l'offre de produits pour les entreprises

Le rôle de la TKB est en pleine mutation. A l'origine cantonnée à des offres de financement peu sophistiquées au profit d'une niche de clientèle étroite, la banque change de dimension sous l'impulsion du gouvernement. Signe des temps, localisée dès son origine à Ankara, la TKB a déménagé son siège social à Istanbul et a recruté ses équipes sur place (seule une minorité d'employés a été transférée d'Ankara). L'Institution prévoit par ailleurs de porter ses effectifs de 160 à 300 personnes d'ici la fin de l'année prochaine. Dans un autre ordre d'idées, la TKB souhaite élargir son offre commerciale à des crédits à court terme (max 12 mois) afin de pallier les difficultés rencontrées par les entreprises à financer leurs besoins d'exploitation par les banques locales.

Parallèlement au développement de son offre de financement, la TKB élargit également la nature des services proposés à sa clientèle. Elle développe depuis peu des solutions de banque d'investissement : accès au financement international, évaluation de projets, évaluations financières d'entreprises, aides aux entrepreneurs, programmes de subventions ou encore programmes de venture capital et de private equity. Le but est de procurer aux entreprises les moyens de financer leur croissance en proposant des solutions de financement ou de renforcement des fonds propres des entreprises. Ce faisant, elle participe à l'approfondissement des marchés financiers de dettes (marché obligataire) et de fonds propres (marché action) afin de contribuer au renforcement de la place financière d'Istanbul. Dans ce contexte, la TKB pourrait lancer une émission obligataire, laquelle permettrait de diversifier ses ressources en s'affranchissant des bailleurs internationaux et participer à l'accroissement de l'activité du marché obligataire turc.

2. Soutien aux politiques de développement définies par le gouvernement

L'objectif de la TKB est de participer aux financements des secteurs considérés comme stratégiques par le gouvernement et de contribuer ainsi à la réalisation des objectifs des plans de développement, en particulier de ceux du XIème plan adopté par le Parlement au mois de juillet dernier. Dans ce cadre, et afin de diversifier son portefeuille de prêts sectoriels (50% du portefeuille de prêts de l'établissement est distribué au secteur énergétique, une proportion que la TKB souhaiterait diminuer) la TKB financera en priorité l'essor des industries manufacturières, le développement de la production et de l'utilisation des énergies renouvelables, mais également les projets de développement des technologies de l'information et de la communication en finançant les activités de R&D des PME et des grandes entreprises.

Le 22 novembre 2017, la TKB et l'IsDB ont signé un contrat de 200 M USD dans le but de financer des projets d'énergie verte en Turquie. La même année, elle a mis en œuvre un mécanisme de partage de risques (*Risk Sharing Mechanism*) avec la Banque mondiale dans le cadre du « Projet de développement géothermique », en allouant 39 M USD de fonds apportés par la Banque mondiale à divers projets privés turcs dans ce domaine. Parmi ces fonds, 38 M USD ont été utilisés dans le partage de risques au cours de la phase initiale de forage, et 1,8 M USD ont été alloués aux services de conseil et d'assistance technique.

Enfin, depuis 2017, la Banque de développement de Turquie a renforcé son empreinte internationale en devenant membre de la plateforme EIF-NPI, initiative du Fonds d'Investissement Européen pour procurer des

fonds de capital-risque à des PME européennes. La TKB s'est aussi récemment engagé avec l'EIB dans un contrat de 100 M USD visant à financer des PME et des grandes entreprises turques (EIB SME LI III)⁴.

3. Répartition sectorielle : les industries automobiles et mécaniques sont les deux premiers postes d'exportations tandis que les hydrocarbures dominent les importations

Les deux principaux postes d'exportation demeurent les mêmes qu'en 2017 : le poste « véhicules » (+11,8%, à 26,8 Mds USD) devance le poste « machines, appareils et engins mécaniques » (+14,5%, à 15,8 Mds USD). Le poste « fonte, fer et acier » confirme son dynamisme et devient le troisième poste d'exportations : il enregistre la plus forte progression sur un an (+40,7%), à 11,6 Mds USD, bien qu'il ne représente que 6,9% des exportations totales. Les taxes potentiellement mises en œuvre par les Etats-Unis sur ces produits constituent donc un enjeu majeur pour la Turquie. Le poste « perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux », qui représentait le troisième poste d'exportation sur l'année 2017, enregistre un recul de 34,1% par rapport à 2017, pour ne plus représenter que 7,2 Mds USD.

Les postes « combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation » (+15,6%, à 43 Mds USD) et « machines, appareils et engins mécaniques » (-5,1%, à 25,8 Mds USD) représentent à eux seuls près du tiers des importations turques en 2018. Les produits « fonte, fer et acier » progressent de 9,8%, à 18,4 Mds USD, et deviennent le troisième poste d'importation, dépassant le poste « machines, appareils et matériels électriques » qui recule de 21,7% (à 16,6 Mds USD). Les produits chimiques organiques enregistrent la seconde plus forte progression de l'année (+10,9%, à 6 Mds USD), ne représentant toutefois que 2,7% des importations turques.

⁴ Depuis le début de l'année 2018, la distribution de crédits a été peu active. Cependant, l'élan du XIe Plan de développement devrait initier une dynamique positive et renforcer la position de la Banque sur ses marchés cibles.

Annexe

Le XI^e Plan de développement, approuvé d'abord par le président de la république, puis par le Parlement turc au mois de juillet 2019 s'appuie sur trois secteurs prioritaires :

- L'entrepreneuriat et les PME : Le renforcement de la culture entrepreneuriale, l'accès au financement, l'accès à l'information, ainsi que la croissance des petites et moyennes entreprises constituent des objectifs primordiaux (article 448) ;
- Les technologies de l'information et de la communication : L'amélioration de la productivité et de la compétitivité de l'économie par le développement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication sont une priorité (article 463) ;
- Le secteur de l'énergie : L'objectif principal consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en énergie soit de qualité, durable, et soutenable (article 485). Finalement, afin de répondre à la demande croissante en énergie, un environnement d'investissement compétitif doit être créé tout en promouvant la transparence et la sécurité (article 486).

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.